



LFMM le 29 novembre 2024

Le DSNA et le DO avaient décidé de venir rendre visite aux contrôleurs aixois ce jeudi 28 novembre. C'est par une haie du déshonneur que le DSNA et le DO se sont rendus en salle de la Chapelle (redécorée pour l'occasion) pour se confronter à plus de 100 ICNA.

Leur ligne de conduite ? Ne rien céder, soumettre les Aixois à leur diktat, et renvoyer les dysfonctionnements techniques à de vagues "process" et "plans d'action". En face, des ICNA de tout bord, dignes et graves, avec des interventions marquantes. Mais cet échange n'a fait que confirmer une rupture profonde entre des bureaucrates déconnectés et des opérationnels pour qui la sécurité ne se réduit pas à une empreinte biométrique.

Le sommet du cynisme a été atteint avec l'aveu d'un report délibéré des sanctions dans l'unique but de préserver la performance de l'été dernier.

Mais cet échange a tout de même permis aux ICNA de montrer leur unité:

- pour avoir un outil fiable et assurer un très haut niveau de sécurité
- pour la reconnaissance de leur professionnalisme tous les jours de l'année, H24.
- contre les trentièmes infligés à leur collègues alors que nous sommes en pleine période de transition
- contre la mise en place de la pointeuse (et encore plus la biométrie)

Refusant d'annuler ces sanctions en pleine période de transition et persistant dans leur obsession pour la pointeuse, ils tracent désormais une ligne de confrontation claire : l'été aéronautique 2025.



L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais notre administration locale a décidé d'envoyer les convocations pour les sanctions ce vendredi 29 novembre.

A tous les ICNA qui avaient encore des doutes sur la bienveillance de notre administration à notre égard, sa réponse a le mérite d'être claire: elle n'en a aucune!

Le BS UNSA-ICNA d'Aix en Provence, plus que jamais, devant tant de dogmatisme anti-ICNA de la part de la DSNA, assume et se réjouit d'avoir porté un projet d'organisation du travail 2025 vraiment limité en terme de flexibilité réalisable, ce qui a, à plusieurs reprises, bien failli lui coûter sa validation pour la consultation en cours.